



Climat, finance, géopolitique

Les illusions des hommes, les défis de l'Europe

Sylvie GOULARD

► Points clés

- Finance, science du climat et géopolitique étaient autrefois des sujets dissociés. Désormais liés, ils ont en commun de révéler les illusions des hommes qui, au XX^e siècle, ont cru maîtriser la finance, dompter la nature et empêcher la guerre.
- La financiarisation de l'économie, le changement du climat et la résurgence de conflits armés mettent à nu ces illusions et appellent un sursaut.
- Les limites planétaires étant en passe d'être atteintes, il ne suffira pas de s'en remettre à la finance. De même, la montée des risques géopolitiques appelle des moyens qui, dans un contexte d'endettement élevé, ne sont plus à la disposition des États.
- Pour l'Europe qui affronte ces défis sans être solidement constituée, le défi est encore plus poussé mais dans le monde entier il serait temps de se poser des questions sur la souveraineté nationale exacerbée et le manque de respect, par les gouvernements, des engagements qu'ils ont pris.

Introduction

La combinaison de tensions géopolitiques, du dérèglement du climat et d'une finance occupant une part croissante dans l'économie nous entraîne sur des terrains inconnus. Jusqu'à une période récente, chacun de ces sujets était abordé séparément. Désormais, ils sont indissociables, à la fois par leur gravité mais aussi parce que tous trois révèlent l'ampleur des illusions des hommes. Des interactions existent entre eux : entre climat et finance, parce que les États ont tendance à passer « la patate chaude » au secteur financier privé ; entre géopolitique et finance, parce que l'argent reste le nerf de la guerre et l'endettement une vulnérabilité, surtout pour quiconque prétend exercer une pleine souveraineté. Les enjeux sont encore plus cruciaux pour les Européens dont l'union politique est inachevée.

Une triple illusion

Au xx^e siècle, l'homme a cru à la fois maîtriser la finance, dompter la nature et empêcher la guerre. Il mesure désormais ses limites, ce qui ne l'empêche pas de... réclamer des délais pour revenir sur ses erreurs.

Depuis quelques décennies, le lien entre la croissance de la richesse monétaire et celle de la production a été rompu¹. Non seulement cette « financiarisation » de l'économie est porteuse de risques pour la stabilité, surtout quand le secteur financier non bancaire reste moins régulé que les banques, mais elle explique que, dans un contexte de taux d'intérêt bas², l'épargne se porte vers des profits rapides plutôt que vers l'investissement productif. Désormais, la dette mondiale (publique et privée) atteint,

d'après le Fonds monétaire international (FMI), 238 % du produit intérieur brut (PIB) mondial³. Après la pandémie de Covid-19, les bilans des banques centrales ont atteint des sommets (5 500 milliards d'euros pour la seule Banque centrale européenne [BCE]). L'idée d'une hausse indéfinie du crédit s'est installée dans les esprits, alors même que les traités européens comportaient le double engagement de maîtriser le déficit et l'endettement publics, et de ne pas monétiser la dette des États. Désormais, la BCE a remonté les taux et engagé la vente des titres qu'elle détient mais les gouvernements et les

entreprises endettées auront du mal à s'extraire de l'étai. À ce stade, les efforts de la Commission européenne en vue d'améliorer les règles de contrôle de la discipline budgétaire n'ont pas encore abouti.

La « financiarisation »
de l'économie est
porteuse de risques

1. Voir notamment J. de Larosière, *En finir avec le règne de l'illusion financière*, Paris, Odile Jacob, septembre 2022, qui s'appuie entre autres sur une étude de McKinsey, « The Rise and Rise of the Global Balance Sheet », novembre 2021.

2. Voire négatifs en Europe.

3. V. Gaspar, M. Poplawski-Ribeiro et J. Yoo, « La dette mondiale retrouve sa tendance à la hausse », IMF Blog, 13 septembre 2023.

La finance n'est pas le seul domaine où les hommes ont perdu le lien avec la réalité. L'économie aussi a cru pouvoir s'affranchir des contraintes : les ingénieurs ont pensé multiplier à l'infini les rendements agricoles et industriels, les entreprises augmenter leurs profits notamment en délocalisant la production, les consommateurs accumuler des objets dans leurs placards sans souci de l'épuisement des ressources naturelles. Depuis quelques années, des rapports scientifiques (du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat [GIEC]⁴, de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques [IPBES]⁵) alertent et invitent à revenir sur ce modèle dépassé.

Nous pensions dominer la nature ; nous réalisons que « les limites planétaires » sont atteintes ou en passe de l'être⁶. Même si des milliards de personnes n'ont toujours pas de quoi vivre dignement, l'humanité, dans son ensemble, vit déjà au-dessus de ses moyens. Une prise de conscience est en marche : des entreprises, des autorités publiques, des particuliers font des efforts pour la décarbonation, pour la préservation de la nature ou le bannissement du plastique mais ces évolutions sont lentes, laborieuses. À l'échelle du monde, le besoin d'énergie ne cesse de croître, le recours au charbon, aux hydrocarbures se poursuit. Certains partis politiques, comme des lemmings prêts à se jeter dans le vide, nient la gravité des enjeux de climat et de biodiversité.

Enfin, après la Seconde Guerre mondiale, les gouvernants ont entendu créer un nouvel ordre mondial, fondé sur des valeurs universelles, autour de l'Organisation des Nations unies (ONU) et des institutions de Bretton Woods (FMI, Banque mondiale). Souveraineté nationale et droit international devaient garantir la coexistence pacifique des peuples et la stabilité, dans un monde privilégiant la coopération, doté d'un arbitre suprême, le Conseil de sécurité des Nations unies. Paralysée par l'usage du veto dont sont dotés ses membres permanents, cette organisation a failli. En 2022, l'un d'eux (la Russie) a violé la Charte en menant une guerre d'agression, sans que de nombreux pays du « Sud global » ne la condamnent. Les pays émergents continuent de réclamer plus de poids dans les processus de décision globaux, en adéquation avec leur force économique et politique. L'opposition au modèle multilatéral d'après-guerre imprégné de valeurs jugées plus occidentales qu'universelles s'aiguise, comme le montre l'évolution des BRICS. En juin 2023 à Paris, lors du sommet pour un nouveau pacte financier mondial, le président Lula a tenu des propos tranchants en soutenant que ce monde inégalitaire, dominé par les anciennes puissances, est révolu et personne ne doit lui dicter ce qui est bon pour l'Amazonie...

« Les limites planétaires » sont atteintes ou en passe de l'être

4. 6^e rapport du GIEC, mars 2023.

5. Rapport de l'évolution mondiale de la biodiversité et services écosystémiques, IPBES, 2020 résumé pour les décideurs.

6. J. Rockström, W. Steffen *et al.*, « Planetary Boundaries: Guiding Human Development on a Changing Planet », *Science*, janvier 2015. Neuf processus biophysiques régulent ensemble la stabilité de la planète : le changement climatique, l'érosion de la biodiversité, le cycle de l'azote et du phosphore, les changements d'utilisation des sols, l'acidification des océans, l'usage de l'eau, l'appauvrissement de l'ozone stratosphérique, l'augmentation des aérosols dans l'atmosphère, l'introduction d'entités nouvelles dans la biosphère.

Partout dans le monde, des entreprises, des autorités publiques, des citoyens réclament « plus de temps ». Il est vrai qu'il est difficile de réduire d'un coup la consommation carbonée, de recréer un ordre mondial ou de réduire la dette au moment même où les besoins de transition et d'équipement militaire augmentent. Mais le raisonnement selon lequel, sans efforts de sobriété ou de retenue, les moyens devraient suivre les besoins, n'est-il pas insensé ?

Il serait aussi « irréaliste », nous dit-on, de mettre en cause la sacro-sainte souveraineté des États. Mais si les États violent leurs engagements en faveur du climat et de la nature, s'ils échouent à garantir la paix en Palestine ou en Ukraine, s'ils empilent la dette, comment se satisfaire de cette organisation du monde ? La juxtaposition des souverainetés nationales est-elle si efficace qu'elle doit tenir lieu d'horizon à l'humanité, sans droit d'inventaire ? Personne ne veut ouvrir un débat sur la gouvernance globale et le respect plus rigoureux des engagements pris, tant les dirigeants ont à y perdre, ce qui les place dans un conflit d'intérêts. Loin de prôner une plus grande lucidité, le débat politique tend, sur tous les continents, à enflammer les sentiments nationalistes et à faire l'autruche.

La peur de la rue ou d'un désastre électoral conduit à repousser l'introduction du prix du carbone et de toutes les taxes et interdictions indispensables. Dans l'absolu, il est certes toujours préférable d'inciter que de contraindre, il est toujours plus facile d'encenser la souveraineté nationale que de la mettre en commun, mais en sommes-nous, objectivement, encore là ? L'urgence – climatique, géopolitique, financière – appelle un sursaut. Au moins sur le plan du climat où nous savons qu'il reste au maximum un certain stock de dioxyde de carbone (CO₂) à émettre, au-delà duquel le monde peut basculer dans le chaos, nous aurions besoin de dire la vérité, de déclarer une mobilisation générale, accompagnée d'interdictions d'émissions ou de déforestation, d'arrêt de la production de plastique, de taxes sur les produits les plus carbonés comme les *sport utility vehicles* (SUV) ou l'alimentation carnée. De même, sans placer les deux enjeux sur le même plan, l'endettement ne peut pas être illimité, la dette doit être remboursée et pèse d'autant plus que les taux d'intérêt augmentent.

L'urgence – climatique, géopolitique, financière – appelle un sursaut

Il n'existe pas d'autorité suprême qui puisse donner à l'humanité « plus de temps » ; c'est particulièrement vrai pour la transition écologique. Déjà, la nature commence à se venger, des intempéries et des incendies sans précédent le démontrent. Mais c'est aussi vrai, en partie, pour la financiarisation excessive de l'économie : si le système financier venait à s'écrouler, la tempête sociale serait redoutable aussi. Le seul véritable « réalisme », après des décennies d'aveuglement, serait de reconnaître ce qui se joue sur ces plans différents, certes, mais qui révèlent tous une même tendance à la démesure (*hubris*). Même si des technologies nouvelles se développent qui peuvent aider à relever le défi énergétique, la planète risque d'atteindre bientôt un point de non-retour.

Ces trois sujets, propices aux illusions, ont aussi des liaisons deux à deux : finance et climat ; géopolitique et finance.

Finance et changement climatique : « la patate chaude »

Pour au moins trois raisons, la finance a un rôle à jouer dans la transition vers un monde sans émission de CO₂.

Des investissements considérables sont indispensables, ce qui justifie le recours aux capitaux privés, notamment quand les États sont d'ores et déjà surendettés et ont rechigné à tenir leurs engagements. À Copenhague en 2009, lors de la COP15, les États développés se sont engagés à verser 100 milliards aux pays du Sud d'ici 2020 pour affronter le changement climatique. Ces sommes ne devraient être réunies au mieux qu'en 2023, d'où des frustrations. Les mécanismes d'aide publique au développement, la Banque mondiale et les banques de développement dont le capital est garanti par les États, prennent leur part à l'effort collectif tant pour la lutte contre le climat que pour l'adaptation aux nouvelles conditions de vie. Toutefois, l'argent public ne suffit pas car les besoins sont vertigineux. De nombreuses analyses font apparaître des besoins de l'ordre du trillion.

Par exemple, le rapport Stern-Songwe en 2022 considérait que le monde avait besoin d'une rupture et d'une nouvelle feuille de route pour le climat de nature à mobiliser mille milliards de dollars américains par an d'ici 2030 pour financer la transition des économies émergentes et des pays en développement (hors Chine)⁷.

En second lieu, les financiers possèdent une compétence reconnue dans l'analyse des risques ; dans un discours désormais célèbre de 2015, le gouverneur de la Banque d'Angleterre Mark Carney les a identifiés comme risques physiques, risques de transition et risques liés à des recours juridiques. Avec la canicule, les incendies ou inondations sans précédent, des risques physiques se concrétisent déjà, avec des dégâts dans les habitations, les usines et les exploitations agricoles. Les forêts absorbent moins de CO₂. La transition a commencé mais subit aussi des à-coups comme aux États-Unis par exemple, où certains États diabolisent les politiques « Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance » (ESG), empêchant les gestionnaires d'actifs de « verdir » leurs portefeuilles.

Troisièmement, la finance est une activité encadrée par les lois ; en demandant par exemple des informations précises sur les plans de transition, au nom de la protection des investisseurs, les gouvernements peuvent aider à rendre la finance plus verte. Le « *greenwashing* » peut être combattu quand il revient à abuser un épargnant sur ce qu'il est fait de son argent. À cet égard, les performances de certains gestionnaires d'actifs ne sont pas à la hauteur des annonces⁸.

7. V. Songwe, N. Stern et A. Bhattacharya, *Finance for Climate Action : Scaling Up Investment for Climate and Development* [Report of the Independent High-Level Expert Group on Climate Finance], London Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment/London School of Economics and Political Science, 2022.

8. Voir par exemple N. Megaw, B. Masters and M. Darbyshire, « Blackrock Hit by Backlash after Fall in Environmental and Social Votes », *Financial Times*, 26 août 2023 ; G. Smith, « FirstFT: Vanguard Adds to ESG Backlash », *Financial Times*, 29 août 2023.

Les banques centrales ont commencé à s'emparer du sujet. Depuis 2017 un réseau global, le Network for Greening the Financial System (NGFS), étudie ces questions, en favorisant un partage des savoirs et des bonnes pratiques. Des « *stress tests* » des banques ont été menés. Ce travail mérite d'être salué mais à ce jour, il consiste essentiellement dans des opérations pilotes et des échanges volontaires de bonnes pratiques. Il serait possible d'aller plus loin (en France, en développant rapidement « la cotation » des entreprises par leur trajectoire climat/environnement par exemple). Certains experts avancent qu'ils n'ont pas les outils précis : le scrupule les honore mais le mieux est parfois l'ennemi du bien. Les autorités publiques (législateur, banques centrales, superviseurs) sont obligées, comme quiconque s'attaque à ces sujets, de tâtonner. D'autres soutiennent que le travail sur le climat est préjudiciable au mandat (la stabilité des prix) mais la transition climatique a un impact considérable sur l'inflation (prix de l'énergie, alimentation, équipement des ménages⁹). On voit mal comment les banques centrales pourraient l'ignorer. Un *rating* des émetteurs de titres souverains sur leurs politiques climatiques et environnementales serait utile et justifié puisque les engagements sont pris, dans les enceintes internationales, par les États.

La transition climatique a un impact considérable sur l'inflation

Les gouvernements ont aussi en main des instruments dont la finance est dépourvue : mettre fin aux subventions publiques à des secteurs carbonés (par exemple l'agriculture intensive) ou pour l'utilisation d'énergie fossile (aides au transport routier ou aux ménages). L'argent public est trop rare pour être mal utilisé. Ils pourraient – enfin – introduire un prix mondial du carbone, comme le proposent de grands économistes¹⁰. Certains marchés du carbone existent dans des pays (Suède par exemple) ou des régions (système d'échange de quotas d'émission [SEQUE] dans l'Union européenne [UE]), mais ces efforts restent hélas trop localisés. La décision de mettre en place un ajustement aux frontières de l'UE permet d'éviter la « fuite » des activités carbonées hors de l'UE, mais il mettra plusieurs années à devenir effectif.

S'agissant de la nature, les gouvernements pourraient aussi introduire de manière plus systématique des mesures visant à réduire « les externalités négatives » de la globalisation (transport maritime non taxé, artificialisation des sols, consommation d'eau ou de ressources naturelles, etc.). Il est frappant que nulle part au monde, l'émission de CO₂ en dépit de sa nocivité, n'ait jamais été interdite ; elle commence à peine à être limitée (par ex-interdiction des moteurs thermiques en 2035, en Europe). Pour la préservation de la nature, certains outils juridiques existent (la déforestation est parfois interdite en tant que telle ou à travers des lois protégeant les terres indigènes) ; l'UE a adopté récemment

9. Voir notamment le discours d'Isabel Schnabel, « A New age of Energy Inflation, Climateflation, Fossilflation, Greenflation », Francfort, European Central Bank, 17 mars 2022.

10. Jean Tirole et Christian Gollier de Toulouse School of Economics, pour ne citer qu'eux.

des règles cruciales sur la déforestation importée mais elles pourraient avoir des effets pervers si les petits producteurs sont exclus des efforts de traçabilité¹¹.

Les gouvernements ont aussi approuvé le cadre global pour la biodiversité de Kunming-Montréal en décembre 2022¹². C'est pourquoi la séparation des sujets climat et nature devrait être surmontée ; en matière de nature aussi, les risques sont si élevés qu'ils concernent le secteur financier (évolution des terres agricoles ou modification des espèces végétales réduisant les rendements, multiplication des espèces invasives, etc.).

Au total, la finance a un rôle à jouer mais elle ne peut pas sauver la planète à elle seule ; d'abord parce que l'enjeu est la défense des « biens communs » de l'humanité et que certains instruments de marché sont inadaptés. Ensuite, parce que la finance a le plus souvent un horizon de court terme, alors que l'action écologique appelle le temps long. Elle ne doit donc pas se substituer à l'action publique mais plutôt la compléter. La finance pourra d'autant mieux prendre sa part de la décarbonation et de la protection de la nature que les pouvoirs publics enverront des signaux cohérents, systématiques et durables. Enfin, il serait étrange d'espérer limiter la dette alors que la transition écologique appelle massivement de recourir à la finance et que celle-ci tire ses revenus du crédit.

De même, la finance ne peut à elle seule compenser les faiblesses des États, dans des temps de tensions géopolitiques.

Géopolitique et finance : le nerf de la guerre, le talon d'Achille de l'UE

L'historien britannique Paul Kennedy, qui a étudié le temps long, nous avait appris l'importance de la force économique pour asseoir la puissance¹³. Si l'UE entend rivaliser avec les grands de ce monde, elle doit, par ses performances, continuer à jouer dans la cour des grands. Or sur ce plan, le fossé s'est creusé entre d'un côté, les États-Unis et de l'autre, l'UE.

Le décrochage économique avec les États-Unis est récent et frappant : pour un niveau de vie équivalent en 2000, l'Amérique est désormais plus riche que l'Europe ; depuis 2008, les États-Unis ont crû de 28 %, l'UE de 15 %. En un mot, à partir de la crise financière, nous nous sommes laissés distancer. Bien qu'elle soit née aux États-Unis, elle a eu des conséquences plus néfastes de ce côté-ci de l'Atlantique. Nous payons très cher les attermoissements des gouvernements dans la gestion de la crise : la non-Europe a un coût.

Les États-Unis possèdent en outre la supériorité technologique. Sur les vingt sociétés les plus valorisées de ce secteur, quinze sont américaines, deux européennes seulement (le reste se trouvant en Asie¹⁴). Sur le plan militaire, la domination est écrasante. Comme l'ont

11. A. Hancock, « EU Deforestation Rules Risk “Catastrophic” Impact on Global Trade, Says ITC Chief », *Financial Times*, 20 août 2023.

12. « Cadre mondial de la biodiversité de Kunming à Montréal », Programme des Nations unies pour l'environnement, Convention sur la diversité biologique, 23 mars 2023, disponible sur : www.unep.org.

13. P. Kennedy, *Naissance et déclin des grandes puissances*, Paris, Payot, 1987.

14. « Macro-economic Scoreboard », Eurofi, septembre 2023.

écrit des chercheurs du European Council on Foreign Relations, l'Europe se laisse « vassaliser¹⁵ ». Les chiffres parlent d'eux-mêmes : 830 milliards de dollars par an de dépenses militaires aux États-Unis pour près de 300 milliards en Chine en 2022¹⁶ (sous réserve de statistiques fiables, tout en notant la rapidité de la croissance de ce chiffre et le bas niveau relatif des coûts unitaires chinois). Si l'on agrège les dépenses des États membres, l'UE se trouve à peu près au même niveau que la Chine, ce qui n'est pas négligeable mais l'addition n'est guère rigoureuse puisqu'elle ne correspond pas à une unité d'action opérationnelle. L'UE n'est en outre pas indépendante sur le plan énergétique.

Naturellement, les États-Unis ont aussi des fragilités : leur dette (de plus de 30 000 milliards de dollars) est considérable, l'adoption du budget fédéral laborieuse car des autorisations spécifiques de dépassement des plafonds sont régulièrement demandées par l'administration. Le rôle du dollar est ouvertement contesté par les BRICS, Chine et Brésil en tête. Si les bons du Trésor américain sont si prisés, c'est peut-être moins en raison de ses qualités intrinsèques (et de la solidité des institutions), que de l'absence d'alternative. Aucun autre marché de titres souverains n'est plus profond, ni plus liquide.

Si le fonds NextGenerationEU (NGEU), a contribué à créer un embryon de marché en euros, les émissions de dettes européennes restent fragmentées : les dettes des États membres rivalisent sur les marchés, sans offrir une profondeur suffisante.

Parmi les nombreux facteurs expliquant le décrochage entre UE et Amérique, l'existence aux États-Unis de marchés de capitaux dynamiques, permettant une meilleure allocation des ressources et notamment un financement plus facile de la recherche militaire et civile, est souvent avancée.

Les Européens n'ont jamais cherché à peser dans le monde grâce à leur monnaie

En Europe, l'Union économique et monétaire reste un chantier inachevé. Dans le traité de Maastricht, le volet financier n'a pas été considéré comme central. Rien n'était prévu pour la gestion d'une crise financière, ni la création d'une place financière, d'acteurs financiers européens ou l'allocation optimale des ressources. Les Européens n'ont jamais cherché à peser dans le monde grâce à leur monnaie. La devise européenne représente environ 20 % des réserves des banques centrales, et c'est bien, mais notre monnaie n'a ni représentation unique au FMI, ni dans les enceintes qui fixent les standards de la finance (Comité de Bâle pour les banques, International Organization of Securities Commissions pour les marchés, etc.).

En outre, la politique économique des États de la zone euro reste fragmentée, les engagements communs sont encore trop bafoués pour renforcer la crédibilité d'ensemble. L'ambition de « souveraineté européenne » englobe aussi les performances économiques et la gestion des finances publiques. On l'oublie parfois dans certaines capitales. En effet,

15. J. Schapiro et J. Puglierin, « The Art of Vassalisation: How Russia's War on Ukraine Has Transformed Transatlantic Relations », ECFR, avril 2023.

16. Source : Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI).

les niveaux d'endettement vont de moins de 20 % du PIB (Estonie) à plus de 150 % (Grèce). Le seuil de 60 % est largement dépassé par la France, l'Italie, l'Espagne, la Belgique, le Portugal...

La violation des règles de l'euro a déjà nourri le populisme : en Italie ou en France, parce que certains laissent croire que le manque de sérieux pourra durer ; en Allemagne, parce que le manque de sérieux des pays partenaires a donné naissance au parti Alternative pour l'Allemagne (AfD), né de l'indignation de professeurs d'économie pendant la crise de la dette souveraine des années 2010, désormais radicalisé, anti-européen et xénophobe.

En outre, les banques d'investissement américaines ont constamment gagné des parts de marché en Europe, au détriment des établissements locaux. Le projet d'union bancaire a donné lieu à la création d'institutions comme le superviseur unique ou l'autorité de résolution unique mais il n'a pas abouti à développer un secteur bancaire paneuropéen. Trop d'États membres « hôtes » (*i.e.*, accueillant des banques d'autres pays de l'UE) exigent que le capital soit localisé sur leur territoire, en violation de l'esprit du marché unique. Si l'union des marchés de capitaux voyait enfin le jour, avec les règles fiscales et de faillite qu'elle requiert, l'épargne européenne, abondante, financerait enfin la transition écologique et l'innovation en Europe au lieu de se porter sur des bons du Trésor américain ou d'autres placements à l'étranger.

Le monde a besoin d'un nouvel ordre financier plus équilibré et plus juste. Il n'advientra que si l'UE sait se doter d'un marché unique des services financiers lui permettant de peser dans ce domaine, en défendant à la fois ses intérêts et ses valeurs. Obnubilés par les rivalités nationales au sein de la zone euro, les gouvernements ont oublié de réfléchir à la manière dont ils entendent projeter l'UE et l'euro dans le monde : comment rattraper le retard économique accumulé depuis quinze ans avec les États-Unis (et une partie de l'Asie) ? Comment doter l'UE des outils financiers nécessaires à son indépendance technologique et militaire mais aussi à la perpétuation de son modèle social ? Curieusement, les discours sur la « souveraineté européenne » se sont essentiellement focalisés sur la défense et la politique industrielle ; rarement la finance a reçu l'intérêt qu'elle mérite, malgré sa valeur stratégique.

La souveraineté suppose de disposer de banques et d'autres acteurs financiers en mesure de valoriser l'épargne. Elle suppose aussi de maîtriser les infrastructures de marché (chambres de compensation, bourses, *brokers*, etc.). La manière dont les États-Unis ont, en 2018, obligé les entreprises européennes à cesser tout commerce avec l'Iran, alors même que l'UE n'entendait pas dénoncer l'accord de contrôle de la prolifération nucléaire conclu avec ce pays et les États-Unis, dont le président Trump s'est unilatéralement retiré, reste un cas d'école de notre impuissance collective. Le président américain a utilisé le rôle du dollar comme monnaie d'échange globale mais aussi l'hégémonie sur les « tuyaux » (le réseau SWIFT de transferts financiers, pourtant une

Le monde a besoin
d'un nouvel ordre
financier plus équilibré
et plus juste

association belge). Il semble d'ailleurs que les sanctions envers la Russie soient moins mordantes que l'Occident ne l'aurait souhaité, en raison d'alternatives au réseau SWIFT mises en place depuis lors.

Enfin, comment l'UE pourrait-elle mener une politique souveraine en étant dotée d'un budget adopté à l'unanimité, sans transparence, limité à 1 % de la richesse collective ? Le fonds NGEU représente la première tentative de grande ampleur de doter la zone euro du budget dont elle aurait besoin mais il s'agit d'un instrument exceptionnel, post-Covid n'ayant pas vocation à se perpétuer. Sans budget, l'UE se prive de créer un marché des titres en euros, même si le fonds de secours Mécanisme européen de stabilité (MES) et certaines institutions européennes ont émis des bons supranationaux. Tant que l'essentiel des émissions en euros relèvera encore des budgets nationaux des pays qui en ont l'usage, l'UE restera un acteur secondaire de la finance mondiale. Seul un marché doté d'une grande profondeur pourrait donner accès à des financements meilleur marché et asseoir la puissance internationale de l'euro. Dans un monde d'États dotés d'une monnaie, d'une diplomatie, d'une armée, les Européens s'affaiblissent, en jouant séparément leurs atouts.

Le rapprochement des sujets climat, géopolitique et finance, trop rarement effectué, montre l'ampleur des efforts que les Européens doivent accomplir s'ils veulent gagner leur autonomie stratégique. À dire vrai, ce tour d'horizon a quelque chose de vertigineux tant chacun de ces trois sujets est en soi révélateur de faiblesses passées et porteur de menaces.

Tout au plus peut-on souligner que vu l'ampleur des erreurs et des aveuglements antérieurs, nous avons, notamment en Europe, des marges de progression notables.

Les Européens s'affaiblissent, en jouant séparément leurs atouts

Le nationalisme exacerbé, comme les conflits ouverts (entre la Russie et l'Ukraine, Israël et la Palestine) ou larvés (entre les États-Unis et la Chine), contribuent à compliquer l'avancée de l'UE. Toutefois, la probabilité d'une crise climatique ou financière majeure est telle que certains blocages de la construction européenne devraient être vus

pour ce qu'ils sont : des difficultés dérisoires. Posséder des acteurs financiers de premier plan, maîtriser les infrastructures de la finance et tirer un profit plus grand de l'euro et du marché unique, doter l'UE d'un budget véritable sont autant de défis mais aussi de chances à saisir, non seulement pour mener à bien l'agenda européen mais aussi pour continuer à transmettre à un monde saisi de convulsions, un message de coopération et de paix.

Sylvie Goulard, ancienne députée européenne, *professor of practice* à la Bocconi University, à Milan (Italie).

Comment citer cette publication :

Sylvie Goulard, « Climat, finance, géopolitique : les illusions des hommes, les défis de l'Europe », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 11 décembre 2023.

ISBN : 979-10-373-0772-9

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'autrice.

© Tous droits réservés, Ifri, 2023

Couverture : © Wanan Wanan/Shutterstock.com



27 rue de la Procession
75740 Paris cedex 15 – France

lfri.org

